

DISCOURS

DE

L'HONORABLE M. FLYNN

PRONONCÉ SOUS LES AUSPICES DU
CLUB CONSERVATEUR, A MONTREAL,
LE 30 OCTOBRE 1889.

M. le président.

Messieurs,

Je vous remercie, M. le président, des paroles bienveillantes que vous venez de m'adresser; je vous remercie aussi, messieurs de l'accueil sympathique que vous venez de me faire. Je n'ai pas l'honneur de vous connaître tous personnellement, mais je vous connais de réputation. Tout récemment, j'ai eu le plaisir de rencontrer un certain nombre des membres de votre association, dans une lutte électorale non loin de votre ville. Je me suis dit alors qu'un parti qui a une telle vitalité n'est pas destiné à périr.

La politique nous donne le spectacle de véritables combats d'armées à armées; dans ces dernières, il y a les forces de réserve et les forces actives, mais il y a aussi les gardes d'honneur. Pour moi, votre association, les associations conservatrices dans la province de Québec, sont les gardes d'honneur destinées à être des auxiliaires puissants pour les chefs du parti.

La politique ayant ce caractère, il faut furbir ses armes, se procurer les munitions nécessaires, afin de rencontrer ses adversaires. Nous sommes heureux dans les luttes que nous avons à faire, car ce sont nos adversaires qui nous fournissent les armes les plus puissantes contre eux.

Un jour, un grand général anglais disait à ses troupes, avant de livrer bataille: "Aujourd'hui, l'Angleterre s'attend à ce que chaque homme fasse son devoir." Eh bien! messieurs, dans toute la province de Québec, non seulement les conservateurs, mais tous les honnêtes gens, s'attendent à ce que non seulement les chefs du parti, mais tous les soldats, tous les amis de la bonne cause, remplissent leur devoir.

En tout temps, on se doit à sa patrie; mais c'est surtout dans des circonstances graves, comme celles dans lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui, que nous devons nous occuper des affaires publiques et remplir à l'égard de notre pays les devoirs de bons citoyens.

La confédération est en existence depuis vingt-deux ans, mais jamais cet édifice, élevé par les mains d'hommes éclairés et patriotes, n'a été plus en danger, n'a été plus miné qu'il ne l'est depuis bientôt trois années. Les gouvernements peuvent, de bonne foi, se tromper sur des questions d'administration, sur des questions de détail, mais quand, au lieu d'être les gardiens de la loi et de la constitution, de la justice et de la moralité publique, de l'honneur et du crédit national, ils violent la constitution, se moquent de la justice, foulent aux pieds l'honneur et le crédit du pays, il est temps de sonner l'alarme et de s'écrier comme les anciens Romains: *Caveant consules*.

Je viens, messieurs, vous parler de la situation politique de la province de Québec. Je n'entends pas discuter au long la question financière; je n'entends pas non plus entrer dans tous les détails administratifs; je tiens surtout à faire ressortir l'absence complète de principes dans la manière d'administrer les affaires publiques du gouvernement Mercier.

Il y a trois ans à peine existait un gouvernement dont le chef était l'honorable M. Ross. Ce gouvernement avait conduit les affaires de la province de Québec avec prudence, avec sagesse, sans ostentation, mais en bon père de famille. Il avait su diminuer les dépenses ordinaires de \$183,000 par année; il avait équilibré le budget; il avait respecté la constitution; il avait